



Les grands titres:

- RDC : l'ONU condamne un massacre à Beni, dans l'est du pays
- Yémen : Ban Ki-moon condamne l'attaque d'une école
- Centrafrique : les Casques bleus de la MINUSCA interceptent un convoi d'hommes armés au nord de Bangui
- Singapour : un expert de l'ONU préoccupé par le procès imminent d'un adolescent blogueur
- L'AIEA aide les pays européens à détecter un virus contagieux chez les bovins
- Iraq : l'ONU condamne l'assassinat d'un journaliste kurde
- La Chine rejoint le groupe des 25 nations les plus innovantes au monde, selon un indice de l'ONU
- RDC: il est essentiel de pouvoir présenter une image indépendante de la situation des droits de l'homme, selon l'ONU
- Avec l'aide de la FAO, l'Ethiopie se prépare aux éventuelles répercussions de La Niña

RDC : l'ONU condamne un massacre à Beni, dans l'est du pays



Un membre de la Brigade d'intervention dans la région de Beni, République démocratique du Congo, où l'ONU a appuyé les FARDC dans une opération (mars 2014). ARCHIVES.
Photo: MONUSCO/Sylvain Liechti

15 août - Deux hauts responsables des Nations Unies ont vivement condamné un massacre de civils commis dans la nuit du 13 au 14 août à Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), par des membres présumés des Forces démocratiques alliées (ADF).

« La Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) condamne cet acte barbare commis contre les populations civiles, et réitère son soutien aux FARDC (Forces armées de la RDC) et à la PNC (Police nationale congolaise) pour protéger les populations civiles de Beni », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Maman Sambo Sidikou, dans un communiqué de presse publié dimanche.

Il a présenté ses sincères condoléances à la population de Beni et au peuple congolais suite à ce massacre.

Trente-un corps ont été trouvés à la morgue de l'hôpital de Beni, et cinq autres victimes seraient enterrées sur le lieu du massacre, selon la MONUSCO. Le massacre a eu lieu dans le village de Rwangoma, près de la ville de Beni. Les ADF sont un groupe rebelle originaire de l'Ouganda qui opère principalement dans l'est de la RDC.

La MONUSCO, en coopération avec l'armée et la police congolaises, s'est déployée sur tout le territoire de Beni pour apporter une protection aux populations. « Des patrouilles conjointes sont en cours », a précisé la Mission onusienne.

Une délégation de la MONUSCO devait se rendre lundi à Beni « pour apporter un soutien aux autorités du pays afin de continuer la traque contre les présumés ADF ».

En près de deux ans, la région de Beni a été le théâtre d'une série de tueries qui ont fait plusieurs centaines de morts parmi

les civils.

L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands lacs, Saïd Djinnit, a également condamné lundi cette attaque.

« Je condamne dans les termes les plus forts cette attaque contre des civils. Je présente mes plus sincères condoléances au gouvernement et au peuple de la RDC et réitère mon plein soutien aux Forces armées congolaises (FARDC) et à la MONUSCO dans leurs efforts pour ramener la sécurité aux zones affectées dans le pays », a dit M. Djinnit.

« Cette attaque ne découragera pas la détermination collective à neutraliser toutes les forces négatives qui continuent à causer douleur et atrocités dans l'est de la RDC », a-t-il ajouté.

Selon l'Envoyé spécial, cette attaque rappelle combien il est urgent « de mettre en œuvre les engagements de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération et les décisions prises à cet égard par les chefs d'État de la région, y compris au 6ème sommet ordinaire de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL), tenu à Luanda, en Angola, le 14 juin 2016, sous la présidence du Président Eduardo dos Santos ».

Selon la presse, le gouvernement de la RDC a décrété un deuil national de trois jours.

Yémen : Ban Ki-moon condamne l'attaque d'une école



Une salle de classe à Sa'ada, au Yémen, gravement endommagée dans le récent conflit en avril 2016. Photo: UNICEF/UN026956/Madhok

15 août - Le Secrétaire général, Ban Ki-moon, a condamné dimanche l'attaque d'une école survenue le 13 août dans le gouvernorat de Sa'ada dans le nord du Yémen. M. Ban a demandé une enquête rapide sur cette attaque qui semble avoir été un raid aérien et a tué au moins 10 enfants et fait de nombreux blessés.

« Le Secrétaire général note avec consternation que les civils, y compris les enfants, continuent de faire les frais de l'intensification des combats et des opérations militaires au Yémen », a indiqué son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Il exhorte les parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher de nouvelles violations du droit international humanitaire et relatif aux droits de l'homme et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les civils et les infrastructures civiles », a-t-il ajouté.

Le Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a également condamné cette attaque dans un communiqué publié samedi et souligne que le nombre d'enfants tués ou blessés par les frappes aériennes, les combats de rue et les mines a fortement augmenté depuis l'intensification des violence au Yémen la semaine dernière.

« Les enfants tués, âgés entre six et 14 ans, étaient en train d'étudier dans une école située dans le village de Jumaa Bin Fadil à Haydan. Les enfants survivants sont traités dans un hôpital de Sa'ada », a précisé l'UNICEF.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) avait indiqué vendredi une hausse continue du nombre de victimes civiles au Yémen au cours de ces dernières semaines.

Début août, l'Envoyé spécial des Nations Unies chargé de faciliter les pourparlers de paix sur le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed, avait annoncé que ces discussions, étaient suspendues pendant un mois.

Le Secrétaire général a réitéré qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise au Yémen et a invité les parties à renouveler – « sans délai et de bonne foi » - leur engagement avec son Envoyé spécial dans la poursuite d'une solution négociée.

Centrafrique : les Casques bleus de la MINUSCA interceptent un convoi d'hommes armés au nord de Bangui



Des Casques bleus servant au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Photo ONU/Catianne Tijerina

15 août - Les Casques bleus de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) ont intercepté ce weekend un convoi d'environ 35 hommes lourdement armés, dont plusieurs feraient l'objet de mandats d'arrêt, à environ 150 kilomètres au nord de la capitale Bangui.

Le convoi composé de sept véhicules avait quitté Bangui très tard le 12 août et avait échangé des tirs avec les forces de sécurité nationales à plusieurs points de contrôle en cours de route. Ces incidents ont causé un certain nombre de morts et de blessés. Les Casques bleus sont intervenus à l'aube du samedi 13 août, à 50 km au sud de la ville de Sibut.

« Conformément au mandat robuste de la MINUSCA, les forces de la MINUSCA ont empêché le convoi de poursuivre sa route et ont exigé que toutes les armes et les munitions soient remises », a précisé la Mission dans un communiqué de presse. « Cette demande a été rejetée ce qui a causé un blocage pendant plusieurs heures ».

Les forces terrestres de la MINUSCA étaient soutenues par une couverture aérienne. Après un survol en hélicoptère, les membres du convoi ont fui vers la brousse environnante et ont été poursuivis par les Casques bleus.

Les soldats de la paix ont capturé et détenu dix hommes armés, qui ont été emmenés à la base militaire de la MINUSCA à Sibut. Une quantité importante d'armes et de munitions, ainsi que les véhicules utilisés par le convoi, ont été récupérés.

« La MINUSCA est en contact avec le gouvernement et les autorités centrafricains depuis le début de cette affaire, y compris au plus haut niveau », a précisé la Mission.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, dans sa dernière résolution 2301 sur la situation en République centrafricaine, a demandé que toutes les milices et les groupes armés déposent les armes et cessent toutes les formes de violence et d'activités déstabilisatrices.

« La MINUSCA réitère son appel à tous les groupes armés et les milices à adhérer au processus de DDR (désarmement, démobilisation, réinsertion) initié par le Président Touadéra », a ajouté la Mission onusienne, qui a encouragé tous les Centrafricains à privilégier le dialogue.

Singapour : un expert de l'ONU préoccupé par le procès imminent d'un adolescent blogueur



Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, David Kaye. Photo : ONU / Jean-Marc Ferré

15 août - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, s'est dit lundi préoccupé par le procès imminent d'un adolescent blogueur de Singapour, estimant que cela constituait un signe d'une criminalisation accrue de la parole dans le pays.

Dans un communiqué de presse, M. Kaye a déclaré que le procès concernait non seulement une expression qui est licite en vertu du droit international des droits humains mais aussi une personne qui est toujours considérée comme un enfant.

Le Rapporteur spécial a précisé que le blogueur de 17 ans est accusé d'avoir « blessé les

sentiments religieux des musulmans et des chrétiens » par des commentaires publiés sur sa page Facebook et sur son blog. Le procès doit avoir lieu le 17 août. « S'il est condamné, il peut faire face à trois ans de prison », a précisé M. Kaye.

L'année dernière, le blogueur a été condamné à quatre semaines de prison pour avoir publié une vidéo qui caricaturait le premier Premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, qui a gouverné pendant 30 ans et est décédé l'an dernier.

« La tolérance et les droits des autres sont des objectifs légitimes pour l'Etat. Cependant, la criminalisation d'un grand nombre de paroles légitimes, bien qu'offensantes, n'est pas le bon outil à cet effet et pourrait bien avoir l'effet inverse », a souligné l'expert. Il a rappelé que le droit international des droits humains autorise la criminalisation de cas graves et extrêmes d'incitation à la haine mais pas d'autres formes d'expression, même si elles sont offensantes, dérangeantes ou choquantes.

Selon M. Kaye, le procès du blogueur est l'un des nombreux cas à Singapour reflétant une répression accrue de propos controversés et de la dissidence politique.

« Les menaces de poursuites pénales et de poursuites judiciaires contribuent à une culture d'autocensure, et entravent le développement d'un environnement ouvert et pluraliste où toutes les formes d'idées et d'opinions devraient être débattues et réfutées ouvertement », a souligné M. Kaye.

« Les États sont dans l'obligation non seulement de respecter et protéger, mais aussi de promouvoir la liberté d'expression », a dit le expert, ajoutant que l'augmentation de la criminalisation de la parole est une violation de cette obligation.

L'AIEA aide les pays européens à détecter un virus contagieux chez les bovins



Banque mondiale/Curt Carnemark

Photo

15 août - L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) commence à former à partir de lundi, et pendant deux semaines, 36 experts de 22 pays européens à la détection rapide de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) - un virus très contagieux qui se répand à travers les troupeaux bovins d'Europe.

Traditionnellement présente en Afrique et en Asie, la DNC est apparue en Turquie en 2013 et s'est depuis rapidement répandue à travers l'Europe du sud-est. A ce jour, la maladie a été détectée en Grèce, en Bulgarie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Serbie, en Albanie et au Monténégro - avec de nouveaux cas signalés chaque semaine, a précisé l'AIEA dans un communiqué de presse.

Le virus très contagieux se transmet par contact direct avec des animaux infectés et des produits contaminés, ainsi que par les mouches et les tiques.

La maladie est caractérisée par des lésions cutanées étendues, et affecte le lait, la viande bovine et le cuir. Bien que cela ne pose pas de danger pour l'homme, la DNC peut se propager entre les animaux et les exploitations agricoles et causer des pertes économiques importantes.

Depuis 2015, plus de 600 foyers en Europe ont été signalés à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), entraînant l'abattage de plus de 10.000 animaux dans le cadre des efforts de confinement.

« La DNC a toujours été considérée comme exotique en Europe, donc de nombreux laboratoires de la région ne sont pas prêts à la détecter, ou à faire la différence entre ses diverses souches », explique le chef du laboratoire conjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'AIEA sur la santé et la protection animales, Giovanni Cattoli.

Les participants à cette formation, pour la plupart originaires de pays d'Europe centrale et orientale, apprendront à utiliser des techniques dérivées du nucléaire et le séquençage génétique qui peuvent détecter le virus en trois heures et aider à

retracer son origine et sa propagation.

L'AIEA souligne qu'une détection rapide et précise du virus est essentielle afin de pouvoir endiguer le virus notamment en imposant des restrictions de mouvements de bétail et l'abattage des bêtes infectées.

Avec un cheptel de bovins d'environ 87 millions têtes, l'Union européenne serait gravement affectée par des épidémies généralisées de la DNC.

Iraq : l'ONU condamne l'assassinat d'un journaliste kurde



Représentant spécial adjoint en Iraq,
Gyorgy Busztin. Photo MANUI

15 août - Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Iraq, Gyorgy Busztin, a fermement condamné lundi le meurtre brutal d'un journaliste samedi dans la région du Kurdistan iraquien.

M. Widad Hussein Ali, un journaliste indépendant travaillant également pour un site internet d'informations, a été enlevé par des inconnus armés dans la ville de Dohuk. Il a été retrouvé quelques heures plus tard sur le bord d'une route inconscient et est décédé peu de temps après à l'hôpital.

Le corps de M. Ali présentait de graves lésions et ecchymoses, ainsi que des blessures graves à la tête, ce qui suggère fortement que M. Ali a été roué de coups et a subi d'autres formes de mauvais traitements qui ont entraîné sa mort. Une enquête de police a été immédiatement lancée sur l'assassinat de M. Ali, a précisé la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI).

« Je suis profondément troublé par le meurtre de ce journaliste. Un tel acte semble faire partie d'une tendance croissante de menaces, d'intimidations et de violences à l'encontre des journalistes et autres professionnels des médias dans l'exercice de leurs fonctions dans la région du Kurdistan d'Iraq », a déclaré M. Busztin dans une déclaration à la presse.

« Ces incidents menacent l'exercice légitime du droit à la liberté d'expression et d'opinion ainsi que le droit de rechercher, de communiquer et de recevoir des informations qui sont fondamentales pour un État démocratique », a ajouté le Représentant spécial adjoint qui a appelé le gouvernement de la Région du Kurdistan iraquien à mettre en œuvre des mesures urgentes pour garantir la sécurité de tous les journalistes et professionnels des médias.

« Je demande au gouvernement de la région du Kurdistan irakien de s'assurer qu'une enquête urgente et approfondie soit conduite sur ce crime et que leurs auteurs rendent des comptes conformément à la loi », a dit M. Busztin. « Un espace de débat ouvert et la liberté d'expression dans la région du Kurdistan ne seront maintenues que si la justice est faite et si des mesures de sécurité sont en place pour protéger tous les professionnels des médias ».

Il a demandé instamment aux autorités régionales du Kurdistan de promouvoir un environnement sûr et propice pour tous les journalistes « afin qu'ils puissent effectuer leur travail de manière indépendante et sans ingérence ».

M. Ali est le troisième journaliste assassiné en Iraq depuis le début de l'année.

La Chine rejoint le groupe des 25 nations les plus innovantes au monde, selon un indice de l'ONU



Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Francis Gurry. Photo OMPI/Emmanuel Berrod

15 août - La Suisse, la Suède, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Finlande et Singapour arrivent en tête du classement de l'Indice mondial de l'innovation 2016 publié lundi par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Université Cornell et l'INSEAD.

L'indice marque également l'entrée de la Chine dans le groupe des 25 nations les plus innovantes au monde. C'est la première fois qu'un pays à revenu intermédiaire rejoint le groupe de pays hautement industrialisés qui occupe traditionnellement le haut du classement de l'Indice mondial de l'innovation qui, depuis neuf ans, recense les capacités d'innovation de plus de 100 pays dans le monde entier.

La progression de la Chine reflète les résultats positifs de ce pays en matière d'innovation et l'utilisation d'indicateurs améliorés en matière d'innovation, note l'OMPI et ses partenaires dans un communiqué de presse.

Cependant, malgré cette progression, des écarts subsistent en matière d'innovation entre les pays développés et les pays en développement, même si les responsables politiques sont de plus en plus conscients du rôle crucial que joue l'innovation dans la création d'une économie dynamique et compétitive.

L'innovation nécessite des investissements permanents. Avant la crise de 2009, les dépenses en recherche développement (R D) augmentaient chaque année de 7% environ. Les données 2016 indiquent que la R D mondiale a augmenté de 4% seulement en 2014. Ce chiffre résulte du fléchissement de la croissance dans les pays émergents et du resserrement des budgets consacrés à la R D dans les pays à revenu élevé. Cette situation demeure une source de préoccupation.

« Il est essentiel d'investir dans l'innovation pour assurer une croissance économique sur le long terme », affirme le Directeur général de l'OMPI, Francis Gurry. « Compte tenu du climat économique actuel, la priorité de toutes les parties prenantes doit être de trouver de nouvelles sources de croissance et d'exploiter les possibilités qu'offre l'innovation mondiale ».

En tête du classement 2016, on trouve quatre pays, à savoir le Japon, les Etats Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne, qui sortent du lot notamment en ce qui concerne la « qualité de l'innovation », un indicateur de haut niveau qui tient compte de la qualité des universités, du nombre de publications scientifiques et du nombre de dépôts internationaux de demandes de brevet. La Chine passe au 17^e rang en ce qui concerne la qualité de l'innovation, ce qui la positionne en tête des pays à revenu intermédiaire pour cet indicateur, devant l'Inde, qui dépasse le Brésil.

Publié chaque année depuis 2007, l'Indice mondial de l'innovation est un précieux outil de comparaison pour les chefs d'entreprise, les décideurs et les autres parties intéressées qui tentent de se faire une idée de la situation de l'innovation dans le monde.

RDC: il est essentiel de pouvoir présenter une image indépendante de la situation des droits de l'homme, selon l'ONU



Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein (centre), lors de sa visite en République démocratique du Congo en juillet 2016. Photo: MONUSCO/Myriam Asmani

13 août - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a qualifié vendredi de « développement regrettable » le refus de la République démocratique du Congo (RDC) d'accorder un visa à un chercheur de l'organisation non-gouvernementale Human Rights Watch.

« Cela ne présage rien de bon pour l'espace octroyé à la société civile à l'approche des élections présidentielles », a dit M. Zeid dans une déclaration rapportée par une porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Ravina Shamdasani.

Lors de sa visite en RDC le mois dernier, le Haut-Commissaire avait salué les progrès effectués dans le domaine des droits de l'homme. Il avait toutefois averti que ces avancés seraient en danger après avoir fait état de plusieurs cas d'intimidations et de répression de l'opposition ainsi que de violations de droits politiques et humains fondamentaux tels que la liberté d'expression et de réunion.

« Les responsables gouvernementaux congolais l'avaient rassuré sur leur engagement à ouvrir l'espace démocratique, tout particulièrement avec l'appel du Président [Joseph Kabila] à un dialogue national inclusif », a indiqué la porte-parole.

« Ce refus d'accorder un visa à une personne travaillant pour une ONG internationale de défense des droits de l'homme jette un doute sur la profondeur de cet engagement », a ajouté Mme Shamdasani.

Le HCDH a rappelé qu'il est essentiel pour les observateurs externes de pouvoir travailler librement afin de présenter une image indépendante de la situation des droits de l'homme en RDC sans crainte de représailles.

« Nous exhortons le gouvernement à revoir rapidement sa décision de refuser le visa », a conclu la porte-parole.

Avec l'aide de la FAO, l'Ethiopie se prépare aux éventuelles répercussions de La Niña



agriculteurs en Ethiopie: la Corne de l'Afrique est l'une des régions les plus durement touchées par El Niño. Photo: FAO/Tamiru Legesse

14 août - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé vendredi que 45 millions de dollars supplémentaires sont nécessaires de toute urgence pour soutenir l'agriculture éthiopienne.

La sécheresse engendrée par le phénomène climatique El Niño et les inondations saisonnières ont provoqué des mauvaises récoltes dans de nombreuses régions du pays ainsi que des pertes au sein du bétail.

« Si les inondations s'empirent, plus tard cette année, des épidémies de maladies liées aux cultures et au bétail pourraient resurgir, avec pour effet de réduire davantage la production agricole et de compliquer tout effort de relance », a déclaré Amadou

Allahoury, représentant de la FAO en Ethiopie.

La récente [révision semestrielle du Document sur les besoins humanitaires de l'Ethiopie \(HRD\)](#), développée conjointement par le gouvernement d'Ethiopie, les agences de l'ONU, les ONG et autres partenaires du développement, indique que 900.000 ménages supplémentaires ont besoin d'une aide agricole de toute urgence, portant leur nombre total à 2,9 millions

en août.

« La situation est à présent critique. Nous devons nous assurer que les agriculteurs seront en mesure de semer entre maintenant et septembre et de produire assez pour nourrir leurs familles afin d'éviter à des millions de personnes de compter sur l'aide alimentaire pour une année supplémentaire. L'Ethiopie a besoin d'un soutien mondial de toute urgence afin de répondre à ses besoins humanitaires, nous n'avons pas le temps de tergiverser », a ajouté M. Allahoury.

La campagne du meher est la principale campagne agricole en Ethiopie. Elle produit jusqu'à 85% des produits alimentaires du pays. Si les agriculteurs ne sèment pas suffisamment, l'Ethiopie pourrait se retrouver confrontée à de graves pénuries alimentaires, ce qui pourrait aggraver l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays.

Selon des rapports météorologiques, il y a 55 fois plus de chances de voir apparaître le phénomène La Niña entre octobre et novembre avec le risque d'inondations et d'une nouvelle sécheresse. Face à ce risque, la FAO soutient le gouvernement d'Ethiopie dans la préparation d'un plan d'urgence.

Avec les ressources reçues, la FAO a fourni des intrants agricoles à 127.000 ménages (635.000 personnes) dans les régions affectées par la sécheresse. A ce jour, près de 3.700 tonnes métriques de semences et 5,8 millions boutures de patates ont été distribuées aux communautés affectées. D'autres légumes ainsi que des graines destinées à être semées en fin de saison sont en cours d'acquisition et seront distribuées entre août et septembre 2016.

La FAO a également apporté une aide essentielle aux familles possédant du bétail en leur fournissant de la nourriture pour leurs animaux, des semences fourragères pour renouveler le pâturage et en réparant les points d'eaux pour le bétail. L'organisation a également soutenu la vaccination et le traitement de quelques 1,4 millions d'animaux et envisage d'accroître cette aide suite aux récentes inondations qui ont pu affaiblir le bétail.